

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.
Séance du 8 juillet 2026

Le huit juillet deux mille vingt-six, à vingt heures, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale se sont réunis, au lieu ordinaire des séances au 56, rue Gabriel Lainé à Jouy-le-Moutier, sous la présidence de Monsieur Hervé FLORCZAK, Président du C.C.A.S. et Madame Siham TOUAZI, Vice-Présidente du C.C.A.S., dûment convoqués.

Présents :

Mesdames Siham TOUAZI, Audrey NAKACHE, Katia LECURIEUX-CLERVILLE, Monique LORILLON, Danielle FAIT, Souad RIHANE (remplaçante nommée), Sabrina VALADE.
Messieurs Hervé FLORCZAK et Samir KEMEL.

Absents excusés :

Mesdames Saphia BERRY, Annick BATTUNG (*pouvoir donné à M. KEMEL*) et Michèle DUSSAUSOY-TAICLET.
Monsieur Daniel BATTUNG (*pouvoir donné à Mme LECURIEUX-CLERVILLE*).

Date de convocation du Conseil d'Administration : 2 juillet 2026

Date d'affichage de la liste des délibérations : 17 juillet 2026

Secrétaire de séance : Audrey NAKACHE

08/07/2024 - n°6 : PARTICIPATION AU FONDS SOLIDARITES LOGEMENT POUR L'ANNEE 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, article L123-4 à L 123-9 portant sur le Centre Communal ou Intercommunal d'Action Sociale,

Vu la Loi n°82-2013 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes,

Vu le Décret n°95-562 du 6 mai 1995, modifié par le décret n° 2000-6 du 4 janvier 2000 relatif au fonctionnement des Centres Communaux ou Intercommunaux d'Action Sociale,

Vu la Loi Besson du 31 mai 1990 qui prévoit que le PDALHPD institue le FSL,

Vu la Loi du 29 juillet 1998 pour la lutte contre les exclusions qui complète la Loi du 31 mai 1990,

Vu la Loi du 13 août 2004 pour les libertés et responsabilités locales confiant le FSL aux départements à compter du 1er janvier 2005.

Considérant que le Fonds Solidarités Logement (FSL) permet aux publics fragilisés, sans abris ou mal logés, ainsi qu'aux publics prioritaires définis dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) d'être aidés pour accéder au logement ou être maintenu dans les lieux. Il intervient également pour les copropriétaires occupant une copropriété engagée dans un plan de sauvegarde ou une OPAH copropriété dégradée.

Accusé de réception en préfecture
095-269500690-20260708-DEL_6_8072026-DE
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Considérant que le FSL intervient pour des impayés d'eau, d'énergie (y compris le chauffage urbain), de télécommunication, pour des dépôts de garantie, des dépenses pour entrer dans des lieux, des frais d'installation, des dettes locatives, de l'accompagnement social (accès ou maintien dans les lieux).

Considérant que les aides sont des subventions, des prêts sans intérêts ou un accompagnement social. Elles sont non obligatoires, soumises à une commission qui est souveraine, et sont attribuées en fonction de l'ensemble des ressources perçues, de la situation sociale, de toutes les personnes qui composent le foyer, exception faite des allocations occasionnelles. Les charges totales sont prises en compte.
Le FSL reste subsidiaire à la mobilisation des fonds sociaux.

Considérant que dans le département du Val d'Oise la gestion administrative, financière et comptable du FSL est confiée par le Département à la CAF depuis le 1^{er} janvier 2005.

Considérant que le fonds est principalement financé par le Département et l'Etat. La CAF, les fournisseurs d'énergie, des bailleurs sociaux participent également. Des communes abondent volontairement, au titre de la solidarité et pour des montants aléatoires.

Considérant que l'intervention du FSL auprès des jocassiens en difficulté dans le domaine de l'accès au logement, le maintien dans les lieux ou bien pour aider au paiement de factures d'énergie est non négligeable.

Considérant qu'en 2025, ce sont **88 aides** qui ont été accordées à des ménages jocassiens pour un montant total de **72 386,81 €** par le Fonds Solidarités Logement.
En comparaison à 2024 : 91 aides pour un montant total de 61 094,61 €, tous dispositifs confondus.

Considérant qu'afin de contribuer à l'effort de solidarité demandé par le Conseil Départemental, il est proposé de verser à la Caisse d'allocations familiales du Val d'Oise, gestionnaire du FSL, une participation financière audit dispositif.

Sur la présentation faite par Madame Siham TOUAZI, et après en avoir délibéré,
Le Conseil d'Administration, à l'unanimité, des membres présents et représentés,

- **AUTORISER** le versement de 1 500 euros à la CAF du Val d'Oise pour abonder au FSL, répondant ainsi favorablement à la sollicitation du Conseil départemental du Val d'Oise en date du 3 avril 2026.

Monsieur le Président ou son représentant, sont autorisés, chacun en ce qui les concerne, à effectuer toutes les formalités administratives et techniques nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La Directrice du CCAS et le Trésorier principal seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nombre de membres en exercice : 13
Nombre de présents : 9
Nombre de votants (y compris pouvoir) : 11
- « Pour » : 11 voix
- « Contre » : 0 voix
- « Abstention » : 0 voix

La Vice-Présidente du C.C.A.S.,

Siham TOUAZI

Accusé de réception en préfecture
95-16-0000120260708-DEL-6-8072026 DE
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Fait et délibéré le 8 juillet 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.